

HISTOIRE DE LA BIBLIOTHEQUE
DU BUREAU INTERNATIONAL
DU TRAVAIL



40373

par Joëlle Kargul-Maccabèz

Cours BBS 1994-95 - Groupe romand

95B09/143
fren cp.4

Joëlle Kargul Maccabêz
Cours BBS 1995-96 - Groupe romand

**Histoire de la Bibliothèque
du Bureau international du
Travail**

Genève
Printemps 1995

Merci à toutes les personnes qui, au sein du Bureau central de bibliothèque et de documentation du BIT, de l'Unité des archives ou de la Section de reprographie, m'ont apporté une aide précieuse dans la recherche de documents, la reproduction et la mise en page.

PREAMBULE

L'Organisation internationale du Travail (OIT) est une institution spécialisée des Nations Unies, financée par les 171 Etats Membres mais tripartite quant au pouvoir de décision. Celui-ci appartient aux Etats Membres ainsi qu'à des représentants des employeurs et aux syndicats de travailleurs. Sa tâche consiste essentiellement à oeuvrer pour l'avancement de la justice sociale et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail dans le monde. Elle comprend:

- le Bureau international du Travail (BIT), siège et secrétariat permanent de l'Organisation à Genève;
- une quarantaine de bureaux locaux et régionaux dans le monde, essentiellement dans les régions en développement;
- la Conférence internationale du Travail, conférence annuelle de l'OIT, siégeant ordinairement à Genève en juin. Chaque Etat Membre y est représenté par deux délégués gouvernementaux, un délégué des employeurs et un délégué des travailleurs;
- des centres de recherche dans le monde entier, parmi lesquels l'Institut international d'études sociales à Genève.

Le Conseil d'administration de l'Organisation est élu tous les trois ans lors de la Conférence. Conseil exécutif de l'OIT, il dirige les activités du BIT et établit l'ordre du jour de la Conférence.

La distribution de l'information est commandée par la structure même de l'Organisation, et la bibliothèque, bien qu'elle soit avant tout au service des fonctionnaires du BIT, est au coeur de tout un réseau de centres de documentation: ceux des différents départements du Bureau de Genève, ceux aussi des bureaux locaux et régionaux de l'OIT dans le monde, ceux des ministères du Travail et des Affaires sociales, des syndicats de travailleurs, organisations patronales dans les pays Membres, etc.

La Bibliothèque du BIT est par conséquent une bibliothèque spécialisée dans le domaine du travail et plus largement des sciences sociales, dont l'histoire et le fonctionnement actuel sont intimement liés à l'organisation dont elle dépend.

J'ai donc jugé nécessaire dans un premier temps de présenter les origines de l'Organisation internationale du Travail pour mettre en lumière l'esprit dans lequel le projet s'est élaboré jusqu'au Traité de Versailles qui en a établi les textes fondateurs.

Le fonds initial de la bibliothèque, rassemblé par rachats successifs, est d'ailleurs le résultat de cette "préhistoire" de la législation du travail. L'OIT fêtait en 1994 ses 75 ans et durant ces trois quarts de siècle, la bibliothèque s'est développée au gré des aléas de l'histoire.

I. LES ORIGINES DU BIT AU XIX. SIECLE

A. La première législation internationale du travail et les courants de pensée qui l'ont suscitée

C'est dans la première moitié du XIXème siècle que se développe dans les grandes villes occidentales un prolétariat né de la révolution industrielle. Ses conditions de travail et de vie le plus souvent inhumaines paraissent intolérables à un nombre toujours plus grand d'intellectuels, économistes, philosophes -on ne les appellera sociologues qu'à la fin du siècle- et aussi chefs d'entreprise; cette prise de conscience donnera naissance à la pensée socialiste.

Parmi les personnalités qui, à cette époque ont oeuvré à des titres divers pour davantage de justice sociale, on peut citer:

- le comte de Saint-Simon (1760-1825), philosophe et économiste français, il fut un des précurseurs de la science sociale et un des premiers à soutenir qu'il existait une communauté d'intérêt entre les industriels et les ouvriers;

- Charles Fourier (1772-1837), économiste français, il critiqua la société industrielle bourgeoise. Il prônait une organisation sociétaire ayant pour centre la phalange, petit groupe de travailleurs associés en une sorte de coopérative par actions, utopie qui avait pour fin l'harmonie universelle;

- Robert Owen (1771-1858), producteur anglais de coton et philanthrope défendait des théories plus radicalement encore communistes et utopiques. Il tenta de fonder en Amérique une communauté communiste, projet qui aboutit à un échec.

En octobre 1818, à la Conférence des puissances européennes qui se tenait à Aix-la-Chapelle, il présenta un mémorandum dans lequel il défendait l'idée que l'amélioration des conditions de travail des ouvriers était dans l'intérêt de toutes les classes sociales. Mais son propos était uniquement humaniste, il ne proposait aucune contrainte légale émanant des états.

C'est d'abord en France que l'idée d'une législation du travail émergea au niveau gouvernemental en 1839, quand la première loi réglementant le travail des enfants fut discutée. Mais la concurrence au niveau international était un obstacle à l'établissement et au développement d'une législation nationale du travail.

Le chef d'entreprise alsacien Daniel Legrand était persuadé que seule une législation internationale pouvait résoudre ce dilemme en imposant à tous les pays industrialisés les mêmes lois du travail. IL agissait au nom d'un idéal à la fois humanitaire, moral et religieux. Et de 1838 à sa mort en 1859, il fit parvenir aux gouvernements français, britannique et

prussien des mémorandums réclamant entre autres "une loi internationale destinée à protéger la classe ouvrière contre le travail précoce et excessif, cause première et principale de son dépérissement physique, de son abrutissement moral et de sa privation des bénédictions de la vie de famille" ¹.

Dans le même temps, l'économiste libéral Jérôme Blanqui proposait que des traités internationaux sur le travail soient signés par les nations industrialisées. Il écrivait:

On a bien fait jusqu'ici des traités de puissance à puissance pour s'engager à tuer des hommes, pourquoi n'en ferait-on pas aujourd'hui pour leur conserver la vie et la leur rendre douce? La chose serait au moins neuve, et [devrait] être à ce titre un succès: il faut en essayer!² .

Dans la seconde moitié du 19ème siècle, les théoriciens du courant libéral et les socialistes allemands, également convaincus de la nécessité d'une législation internationale du travail parvinrent à conquérir plus largement l'opinion.

L'Association internationale des travailleurs est fondée à Londres en 1864 par Marx et Manzini. Elle organise en 1866 à Genève le Congrès de la première Internationale ouvrière qui adopte une résolution à ce sujet. Il restait à convaincre les pouvoirs publics.

B. Les initiatives gouvernementales et les premières conférences

Cependant, des initiatives gouvernementales se développaient en Suisse. Le Canton de Glaris sollicita du Conseil d'état du Canton de Zurich qu'il se ralliât à un règlement intercantonal du travail dans les fabriques en suggérant qu'il serait "nécessaire de créer un système uniforme au moyen de stipulations internationales". Vingt ans plus tard..., le Conseil national étant saisi d'un projet de loi sur les fabriques, son président, le colonel Frey, suggérait, dans son discours d'ouverture, que le Conseil fédéral prît l'initiative de traités internationaux destinés à régler uniformément les questions ouvrières dans les pays industriels.

Cette suggestion se concrétisait quatre ans après par une motion favorablement accueillie: le 30 avril 1881, le Conseil fédéral pressentit un certain nombre de gouvernements pour savoir s'ils seraient disposés à discuter d'une convention internationale sur le travail dans les fabriques. La réponse fut peu encourageante.

Une seconde motion fut adoptée par le Conseil national en juin 1888. Plus précise que

¹ Extrait d'un mémorandum de 1855.

² Cf. Jérôme Blanqui, *Cours d'économie industrielle* : 1838-1839 (2ème édition, recueillie et annotée par A.D. Blaise ; Paris : Librairie scientifique et industrielle de L. Mathias, 1839), pp. 119-120.

la première, elle assignait pour objet aux conventions internationales la protection du travail des enfants, la limitation du travail des femmes, le repos hebdomadaire et la journée "normale" de travail. La proposition fut accueillie favorablement par l'Autriche-Hongrie, la Belgique, les Pays-Bas, la France.

Une conférence devait se tenir à Berne mais l'initiative de la Suisse se trouva confisquée par l'empereur d'Allemagne Guillaume II qui convoqua une conférence à Berlin en mars 1890. Au programme proposé par Berne vint s'ajouter la question du travail dans les mines. Son manque de préparation technique et diplomatique condamnait cette conférence à l'échec mais l'expérience allait permettre de s'orienter vers la mise au point d'une méthode de travail plus rigoureuse.

C. L'encyclique Rerum Novarum

Parallèlement au courant socialiste athée s'était développé vers la fin du XIX^{ème} siècle un courant catholico-social destiné à le combattre sur son propre terrain. Il soutenait le droit de grève, et prônait la création de syndicats catholiques qui défendraient les intérêts du prolétariat aussi bien agricole qu'industriel.

Ce mouvement qui vit le jour en Allemagne aux alentours de 1870, puis se propagea en Europe, fut vivement encouragé par le pape Léon XIII, homme ouvert et fin politique. Il entérina les points fondamentaux de ce programme dans l'encyclique Rerum Novarum (15 mai 1891) par laquelle il affirmait la nécessité des syndicats ouvriers, d'une législation sociale et de l'intervention des états dans les conflits entre capital et travail.

L'encyclique Rerum Novarum fut l'acte politique le plus important du pontificat de Léon XIII, elle visait non seulement à contrer l'influence socialiste mais aussi à porter atteinte à la doctrine et aux pratiques des partis libéraux conservateurs qui inspiraient la politique intérieure de la plupart des pays occidentaux.

D. Vers les premières réalisations concrètes

Dans le même temps s'élaborait un projet d'Association pour la protection légale des travailleurs à l'initiative d'un groupe de savants, d'économistes, d'universitaires convaincus que la législation internationale du travail devait se construire à partir d'une préparation technique et scientifique avant de faire l'objet de négociations diplomatiques. Les courants socialiste et socialiste chrétien y étaient largement représentés. Un premier congrès eut lieu à Bruxelles en 1897.

D'autres initiatives se développent encore en cette fin de siècle: en Suisse, une

conférence internationale se tient à Zurich à l'appel de la Fédération ouvrière suisse; en France, où voyait le jour un Conseil supérieur du travail lié au développement des bureaux de l'Inspection du travail. Tripartite, comme le sera plus tard l'OIT, il regroupait des représentants du gouvernement, des employeurs et des syndicats ouvriers. Ce Conseil supérieur était dirigé par Arthur Fontaine, polytechnicien et ingénieur de l'Ecole des mines qui jouera un rôle important à la présidence du Conseil d'administration du BIT.

II. L'OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL DE BALE ET SON ROLE DOCUMENTAIRE

A. L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs: statuts et structure

C'est finalement en 1900, à Paris, à l'occasion de l'Exposition universelle, au cours d'un congrès qui se tint au Musée social, que l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs fut fondée définitivement. Les statuts ne soulevèrent de controverse que sur un point: la représentation du Saint-Siège qui fut finalement acceptée. A sa base se trouvent les sections nationales, chacune d'elles est autonome et une contribution d'au moins mille francs suisses lui est réclamée.

Le siège de l'Association, l'Office international du travail, fut installé à Bâle. Son directeur fut, jusqu'à la guerre, un professeur d'université de la ville, Etienne Bauer. Sa constitution préfigurait déjà dans ses grandes lignes l'Organisation actuelle avec un comité directeur, des congrès internationaux et un office qui correspondent aux trois instances de l'OIT: le Conseil d'administration, la Conférence et le Bureau.

Le Comité directeur était composé de militants de l'Internationale ouvrière, de socialistes chrétiens, de membres de syndicats ouvriers, d'industriels, de professeurs, de députés, etc.

L'Office, observatoire des conditions de travail, préparait techniquement les congrès; ceux-ci mettaient au point des projets de conventions ou d'accords internationaux. Les textes étaient au préalable soumis aux administrations nationales compétentes; les conférences diplomatiques ne servaient le plus souvent qu'à les entériner.

L'échec de la Conférence de Berlin avait donc porté ses fruits et montré que les réunions diplomatiques n'ont ni le temps ni les compétences techniques ni la souplesse nécessaire pour obtenir des résultats.

Bien que privée, cette association bénéficiait du soutien officieux des gouvernements accompagné de contributions financières.

B. Les premières conventions

A la requête de l'Association, la Suisse réunit à Berne deux conférences successives - l'une de nature technique en 1905 et l'autre diplomatique, l'année suivante- qui aboutirent à l'adoption des premiers projets de conventions internationales réglant respectivement

le travail de nuit pour les femmes et l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. En 1906, la conférence diplomatique vota donc ces conventions, à l'unanimité des douze gouvernements représentés en ce qui concernait le travail de nuit des femmes; certains pays refusèrent par contre de signer la convention sur le phosphore, craignant dans ce domaine la concurrence du Japon qui était le principal producteur en Asie. En effet, seuls les pays européens à l'exception de la Russie, de la Turquie, de la Grèce et des états balkaniques étaient représentés.

La Conférence laissait aux états le soin de prendre les mesures nécessaires à l'application des conventions. Malgré l'insistance d'Arthur Fontaine, il fut impossible de parvenir à un accord pour l'institution d'une commission internationale de contrôle. Les gouvernements n'étaient pas mûrs pour un abandon de souveraineté et c'est un problème qui se pose encore aujourd'hui à l'OIT à peu près dans les mêmes termes.

En 1913, une deuxième conférence internationale se réunit à Berne, treize états européens y participaient ainsi que les USA. Lors de la conférence technique, une commission permanente fut nommée pour surveiller l'exécution des conventions dans les différents pays signataires. Elle adopta en outre les bases de deux nouvelles conventions internationales: Le travail de nuit était interdit aux mineurs de moins de seize ans, la durée de travail des femmes et des mineurs de seize ans était fixée à dix heures.

Une conférence diplomatique fut convoquée pour le 3 septembre 1914, elle fut annulée pour cause de guerre.

C. La Bibliothèque de l'Office international du travail

1) *Le fonds*

La fondation de la Bibliothèque de l'Office de Bâle datait de l'année 1901, année-même de la création de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Le fonds d'origine était constitué de quelques centaines de volumes offerts par le directeur du Bureau, le professeur Etienne Bauer, et le président de l'Association, H.H. Scherrer.

La mission de l'Office, et par conséquent de sa bibliothèque, était de publier en français, allemand et anglais, un recueil périodique des législations du travail dans tous les pays et de diffuser ces publications auprès des sections et des gouvernements membres. La bibliothèque fut considérée dès son origine comme une bibliothèque de recherche et devait à ce titre rassembler et produire des documents destinés à la préparation des conférences internationales. La fonction d'édition n'était donc pas séparée de la fonction de conservation. Cette période vit le début de la constitution d'un fonds documentaire sur la législation du travail.

La tâche était ambitieuse et l'Office n'avait que peu de moyens financiers. Le Conseil fédéral demanda aux représentants de la Suisse à l'étranger d'attirer l'attention des

gouvernements sur les besoins de la nouvelle association. C'est ainsi qu'un matériel d'imprimerie fut mis à la disposition de l'Office de Bâle par l'Office britannique des colonies à la demande de Joseph Chamberlain, alors secrétaire d'état aux Colonies.

Par la suite, la collection s'enrichit en partie par l'achat d'ouvrages commerciaux; mais, étant donné la modeste somme que l'Association pouvait consacrer aux acquisitions, elle fut essentiellement constituée par un système d'échanges: la bibliothèque obtenait les publications de différents gouvernements et associations contre les publications éditées par l'Office. Un tel échange se faisait même avec certains éditeurs privés. Ce mode d'acquisition est resté pour l'actuel Bureau un des moyens privilégiés d'enrichir sa collection.

Une table statistique dans le rapport d'activité de l'année 1908 donne l'image suivante du contenu de la bibliothèque:

- 9762 publications officielles
 - 1998 publications de sociétés et congrès
 - 1882 publications privées
 - 493 ouvrages de référence,
- soit au total 14.135 documents.

2) *Le classement*

Après une première tentative pour classer les documents par sujets, toutes catégories confondues, on jugea nécessaire de créer un autre système de classification et deux groupes furent formés:

- les publications officielles subdivisées en six sections: les lois, les comptes-rendus parlementaires, les rapports administratifs, les rapports d'inspection, les annuaires statistiques, les statistiques industrielles, démographiques et sociales
- les publications non officielles comprenaient: les publications privées, les publications de sociétés et congrès, avec des subdivisions selon les catégories de collectivités-auteurs, et enfin les périodiques.

Plus de trois bibliothèques de référence étaient aménagées séparément. La collection des lois était très riche: tous les états qui introduisaient des normes en faveur de la protection des travailleurs étaient représentés. Dans cette section étaient aussi introduits les volumes des publications périodiques des bureaux du travail en Europe, Amérique et Australie; la section des rapports des inspecteurs du travail était également très riche en informations et reste précieuse encore actuellement pour les historiens.

III. LE TRAITE DE VERSAILLES ET LA CREATION DE L'OIT

Quand la conférence sur les préliminaires de la paix s'ouvrit à Paris en 1919, la question de la législation du travail était à l'ordre du jour dans l'opinion publique. Elle fit partie intégrante du règlement de la paix de 1919-1920. Les signataires du Traité avaient compris que la paix universelle ne pouvait être établie que sur les bases de la justice sociale. Au début du siècle, deux voies semblaient ouvertes pour atteindre ce but: la voie révolutionnaire et la voie réformiste qui s'appuyait sur la légitimité de l'ordre social. Le BIT s'est ainsi constitué sur le mode réformiste, à l'époque où le mouvement révolutionnaire était triomphant en Russie.

La Constitution de l'Organisation internationale du Travail, comme d'ailleurs le Pacte de la SDN, fut conçue par les seuls pays alliés. Ni certains pays neutres comme la Suisse - qui pourtant avait joué un rôle primordial avant la guerre-, ni l'Allemagne, ne furent en mesure d'intervenir. La France, et surtout la Grande-Bretagne, doivent en être considérées comme les maîtres d'oeuvre.

Les travaux prirent comme point de départ l'expérience concrète de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Les débats se déroulaient d'ailleurs sous la direction d'Arthur Fontaine et de Sir Malcolm Delevingne, deux hauts fonctionnaires appartenant aux instances de l'Association.

Les artisans des premières propositions furent Harold Butler et Edward Phelan, du ministère britannique du Travail. A la fois concepteurs et administrateurs, tous deux seront de futurs directeurs du BIT. Le premier assumera cette fonction durant la "Grande dépression" des années trente, le second durant la seconde guerre mondiale.

La puissance des organisations ouvrières s'imposait et le concept du tripartisme fut accepté dès la phase préparatoire des travaux. Le Traité de Versailles reprit ainsi les négociations au point même où elles s'étaient arrêtées avant la guerre.

Le processus suivi fut très proche de celui utilisé pour l'élaboration du Pacte de la SDN; la Conférence de la Paix institua un organe technique spécialisé: la Commission de législation internationale du travail. Les 15 membres de la Commission appartenaient aux deux courants historiques qui furent à l'origine de la réglementation internationale du travail: le courant intellectuel, représenté par Arthur Fontaine, Ernest Mahaim ou Sir Malcolm Delevingne; et le courant ouvrier avec des syndicalistes comme Léon Jouhaux, Georges Barne ou Samuel Gompers de l'*American Federation of Labor*.

Au terme de trois mois de débats, la Commission proposa un projet de constitution

qui fut approuvé les 11 et 28 avril 1919 ³. L'Organisation internationale du Travail était créée. Le projet en question formera la partie XIII du Traité de Versailles.

L'annexe à la partie XIII, "Travail" prescrivait la réunion à Washington de la première Conférence internationale du Travail. Elle prévoyait que seraient inscrites à son ordre du jour les deux questions auxquelles la Conférence projetée en 1914 devait mettre un point final.

³ Cf. Peace Conference: Report and Minutes of the Commission on International Labour Legislation.

IV. HISTOIRE DE LA BIBLIOTHEQUE DU BIT

A. Création de la bibliothèque: l'acquisition d'un fonds

L'article 396 du traité de Versailles indique comme l'une des fonctions importantes du BIT "la centralisation et la distribution de toutes informations concernant la réglementation internationale de la condition des travailleurs et du régime du travail" ⁴. Par conséquent, la création d'une bibliothèque spécialisée pour recueillir et contrôler l'information s'imposait. Elle avait pour mission de procurer en priorité des instruments de travail aux fonctionnaires du BIT et de diffuser l'information à destination des pays membres et des bureaux régionaux ou locaux.

Le Bureau s'établit d'abord à Paris, à l'Hôtel Astoria, en janvier 1920. Il comprenait alors une vingtaine de fonctionnaires. Dans le même temps, l'Office international du travail à Bâle se trouvait en grande difficulté financière au sortir de la guerre. Le nouveau Bureau international jugea qu'il était qualifié pour continuer le travail documentaire entrepris par l'Office de Bâle et en février 1920, une collaboratrice de l'OIT, Miss Sophy Sanger, fut envoyée à Bâle pour discuter d'un possible arrangement: le nouveau Bureau se chargerait du travail de traduction des lois et la bibliothèque de Bâle serait transférée à Genève. Sophie Sanger avait été la fondatrice de la section britannique de l'Association pour la législation du travail et elle avait participé à la première Conférence internationale en tant que secrétaire de la Commission pour l'emploi des femmes.

Après un séjour à Londres, le Bureau s'installa définitivement à Genève où il précédait le Secrétariat de la SDN. Le transfert eut lieu le 14 juillet 1920, à l'occasion de la préparation de la Conférence de Gênes. Le BIT occupa d'abord un ancien pensionnat genevois, la villa Thudicum qui est actuellement le siège du Comité international de la Croix-Rouge. Les premières normes internationales du travail furent adoptées lors des premières Conférences internationales à Washington et à Gênes; des études et des publications commençaient à paraître.

D'autre part, le 23 août 1920, la bibliothèque de Bâle était définitivement acquise par les soins d'Albert Thomas, le premier Directeur général, pour une somme de 20.000 francs suisses; la lettre d'achat stipulait que "le paiement du prix de vente [aurait] lieu immédiatement après la livraison de la bibliothèque" ⁵. Celle-ci comprenait à l'époque 1300 volumes de périodiques, 1900 monographies et une importante collection de brochures. En

⁴ Annexe 1: Traité de Versailles, Partie XIII: Travail, Section I: Organisation du Travail, Article 396.

⁵ Annexe 2a et 2b: ILO Archives, LIB 5/0/2: Purchase of the Library of the *International Association for Labour Legislation*, Basle (*International Labour Office*), 1921.

même temps, le BIT acquit le stock de l'ancienne série législative. Il en continua d'ailleurs la publication sous forme de périodiques jusqu'en 1989.

B. Organisation de la bibliothèque

1) Les bibliothèques du BIT et de la SDN: choix d'une classification

De 1920 à 1925, une très proche collaboration se développe avec la bibliothèque de la SDN. La première question qui se pose dès le mois d'avril 1920, alors que ni la Ligue des Nations ni le BIT ne sont encore installés à Genève, est celle de la classification. Les deux bibliothécaires en chef sont déjà nommées comme en témoigne un échange de lettres entre les directeurs des deux organisations: il s'agit de Miss H.A. Lake, ancienne bibliothécaire du ministère anglais du Travail, pour le BIT; et de Miss Florence Wilson, ancienne bibliothécaire de la Délégation américaine pour la paix à Paris, en ce qui concerne la bibliothèque de la SDN.

Miss Wilson, malgré ses préférences pour la classification de la Bibliothèque du Congrès, s'était laissée convaincre par ses collègues européens et avait choisi la classification Dewey; Miss Lake, quant à elle, n'était pas opposée au choix de la Classification décimale universelle qui sera finalement adoptée quelques années plus tard. Mais l'édition de 1905 était épuisée et il s'avéra impossible de s'en procurer un exemplaire. D'autre part, les deux bibliothèques devaient travailler en étroite collaboration, une classification commune s'imposait; Miss Lake se rangea donc au choix de sa collègue et utilisa la 10ème édition de la classification décimale Dewey; décision entérinée par les directeurs généraux ⁶.

Très vite, la classification Dewey montra ses limites et il fut nécessaire d'opter pour un mélange des chiffres de Dewey et de Bruxelles, auxquels on ajouta, dans certains cas, des chiffres arbitraires pour combler les lacunes du système. On renonça à introduire des nombres composés, sauf pour la désignation des lieux (chiffres entre parenthèses), les subdivisions linguistiques n'ont été introduites qu'en 1927.

2) Premières tentatives de restructuration

Après que Miss Lake eut donné sa démission en 1921, le poste fut occupé temporairement par deux personnes qui n'avaient pas une formation de bibliothécaires et n'étaient d'ailleurs pas désignées comme tels. Il s'agissait de Selmer O. Andersen, qui démissionna en avril 1923, et de Leiflur Magnusson, chef assistant de la section éditoriale, qui assura ensuite l'intérim.

⁶ Annexe 3: ILO Archives, LIB 8/1: Collaboration with the Library of the League of Nations, 1920-1925.

Soucieux d'efficacité, ce dernier sollicita l'avis du Directeur de la bibliothèque du Michigan, William Warner Bishop sur différents sujets concernant la bibliothèque et surtout sur sa position administrative.

En effet, en 1922-23, une réorganisation d'ensemble augmente la responsabilité des chefs de division au détriment du Cabinet, et une nouvelle division, celle des Relations et des recherches est créée. Elle est chargée de réunir au niveau national et international toutes les informations concernant la condition des travailleurs, de les distribuer et d'entretenir des relations avec les organisations patronales, les syndicats et les coopératives. La bibliothèque lui est rattachée. A cette époque, celle-ci était au service des 350 fonctionnaires du BIT, de 200 utilisateurs officiels à l'extérieur et employait une équipe de 16 personnes.

La réponse de W. W. Bishop fut sans ambages: l'organisation d'une telle bibliothèque reposait avant tout sur l'engagement à sa tête d'un bibliothécaire émérite, muni d'une solide expérience à la fois du fonctionnement administratif et des problèmes de référence. L'importance de ce poste ne se mesurait pas à la taille de la collection mais à son caractère spécifique: la nécessité de fournir toujours une information récente, sélectionnée, pour répondre aux demandes des spécialistes. Il précisait que la bibliothèque devait constituer une division à part entière, directement responsable devant le directeur général.

Cet avis sensé ne fut pas suivi: la bibliothèque n'atteignit jamais le statut de division à part entière -elle ne l'a toujours pas actuellement- et aucun bibliothécaire professionnel ne fut nommé à sa tête avant 1937!

C. Le BIT dans ses murs; la nouvelle bibliothèque

En 1923, André de Maday, un sociologue réputé de nationalité suisse et spécialiste du travail fut nommé chef de la bibliothèque. Le nombre des fonctionnaires du Bureau s'était accru considérablement et le BIT dut rapidement envisager la construction d'un édifice mieux adapté à son travail. C'est le projet de l'architecte Georges Epitoux qui fut retenu et au printemps 1926, le BIT déménageait ses bureaux dans le bâtiment donnant sur le lac à quelques centaines de mètres de la SDN.

Construit en béton pour le corps de l'édifice, granit et grès pour les façades, dans un style très classique, le bâtiment est surmonté d'une petite tour carrée dans laquelle se trouve la bibliothèque. Il est orné de statues représentant des personnages allégoriques en pierre et des travailleurs en bronze. C'est actuellement le siège du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) jusqu'à ce que celui-ci cède la place à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) au cours de l'année 1995.

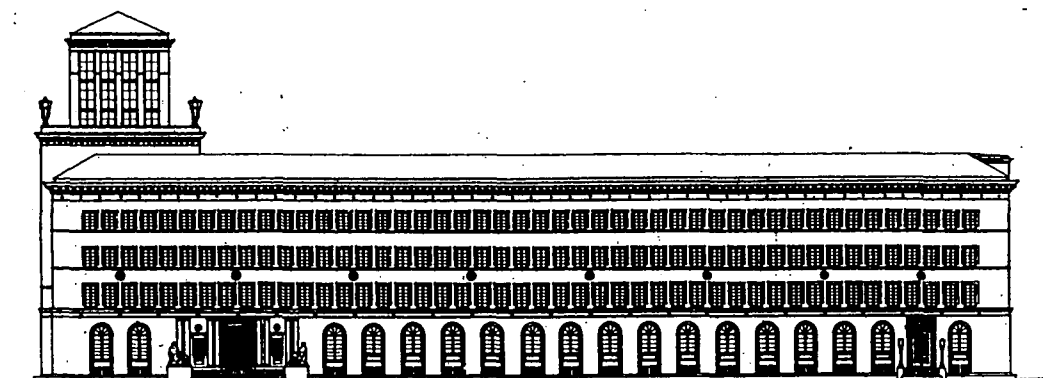
La bibliothèque est construite sur cinq niveaux (Voir coupe longitudinale de l'édifice). Au rez-de-chaussée, la très belle salle de lecture est décorée d'un ensemble de boiseries en cerisier, oeuvre de l'ébénisterie Held & Cie de Montreux. Le plafond a été sculpté par le genevois Léon Perrin dans un bois de laurier hindou présentant l'apparence du marbre. La salle est éclairée par des lustres en cristal de Bohême, don du Gouvernement tchécoslovaque et entourée d'une galerie comportant également des places de travail. Au-dessus se trouvent les trois étages de magasins. Les bureaux occupés par le personnel de la bibliothèque étaient distribués sur les trois premiers étages.

1) *Où l'on parle à nouveau de classification*

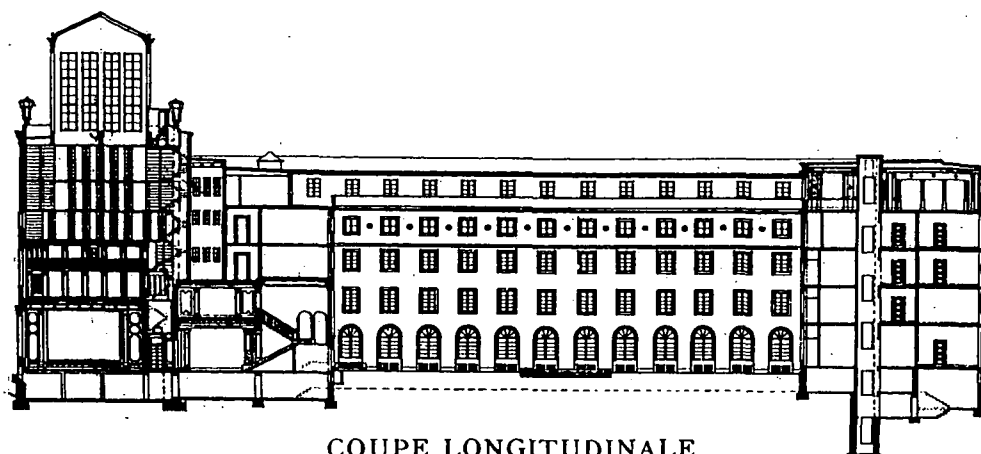
André de Maday profita de cette opportunité pour choisir exclusivement le classement CDU dont une nouvelle édition venait de paraître à Bruxelles. La plus grande partie de la collection était classifiée sous les subdivisions du chiffre 3 ce qui n'était pas sans créer quelques difficultés.

Les fonctionnaires du BIT bénéficiaient à l'époque d'un droit d'accès aux rayons. Néanmoins, tenant compte du fait que ses principaux clients étaient des spécialistes, la bibliothèque mit à leur disposition le fichier décimal, celui-ci remplaçant le fichier par sujet: A l'aide du mot souche, on trouvait le chiffre décimal qui permettait de se guider dans les rayons. Le classificateur devait établir une concordance entre le chiffre décimal et le mot-souche correspondant. Or il existait 2500 mot-souches pour 25.000 chiffres dans la classification Dewey. C'était une opération délicate pour le classificateur et qui donnait lieu à certaines incohérences.

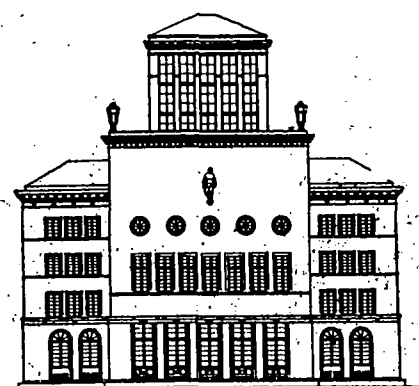
Le progrès consista à élaborer 2 listes, l'une avec des entrées à environ 3000 chiffres, l'autre avec des entrées aux 3000 mots-souches correspondants. La confusion créée dans le catalogue et dans les rayons par la trop grande précision des chiffres pouvait ainsi être résorbée.



FACE PRINCIPALE



COUPE LONGITUDINALE



FACE NORD

*L'édifice du Bureau
international du Travail
achevé en 1926*

La bibliothèque mettait aussi à la disposition de ses lecteurs une liste alphabétique dactylographiée et structurée par tête de hiérarchie. Elle contenait 2500 termes correspondant aux mots souches employés dans le fichier.

Cette classification fut conservée jusqu'en 1965, date à laquelle le catalogue fut informatisé. Depuis lors, seuls les ouvrages de référence portent une cote issue de la classification CDU, dans un premier temps, puis Dewey. En effet, en 1975, lors du deuxième déménagement de la bibliothèque, on revint à la classification Dewey que l'on jugea plus performante en ce qui concernait les sciences sociales.

2) *La diffusion de l'information*

L'OIT comptait à cette époque 56 Etats Membres qui émettaient une grande quantité de publications officielles sur le travail et l'industrie, essentiellement sous forme de périodiques. Il en était de même pour les organisations patronales et les syndicats.

L'arrivage hebdomadaire à la bibliothèque était d'environ 600 documents. Une des tâches essentielles de la Division des relations et des recherches à laquelle appartenait la bibliothèque était ensuite d'assurer la circulation courante de l'information. Elle était diffusée en priorité bien sûr parmi les fonctionnaires du Bureau de Genève, et auprès de toutes les organisations, gouvernementales ou non, représentées au sein de l'OIT: ministères, syndicats, employeurs, coopératives; mais aussi auprès des institutions, des universités, étudiants, chercheurs s'intéressant aux sciences sociales.

La distribution de l'information consistait essentiellement à l'époque à diffuser les publications du Bureau: le *Bulletin officiel* contenant des résumés des rapports de réunions et les résolutions du Conseil d'administration, *Les Informations sociales*, un hebdomadaire, la *Revue internationale du travail*, mensuelle et d'autres publications comme des répertoires, annuaires, encyclopédies, ouvrages bibliographiques. Toutes les publications étaient éditées en anglais et français, un grand nombre en allemand et une seule publication mensuelle en italien et espagnol.

La demande d'information portait le plus souvent sur la législation et venait essentiellement des gouvernements qui élaboraient de nouvelles lois du travail; elle leur permettait de faire des économies de gestion administrative en s'inspirant de législations déjà en vigueur dans d'autres pays et publiées dans la revue *Série législative*.

Pour assurer à la fois la collecte et la diffusion de l'information, le BIT avait établi dès l'origine des bureaux nationaux dans un certain nombre de capitales: Londres, Paris, Berlin, Rome, Washington et Tokyo. Les correspondants pouvaient ainsi fournir une information de première main plus directe et plus fraîche que celle qui émanait des partenaires de l'Organisation dans les pays membres. Il existait aussi des correspondants à Varsovie, Madrid, Prague, Vienne, Bruxelles et Budapest.

La difficulté posée par la diversité des langues n'était pas négligeable. Cependant, parmi les fonctionnaires du Bureau à Genève, on comptait trente nationalités différentes et même les documents écrits dans les langues les moins répandues pouvaient trouver leur

utilisateur... ou leur traducteur.

D. André de Maday et le développement de la bibliothèque dans les années trente

1) *Le fonds de la bibliothèque et la politique d'acquisition*

A l'époque du déménagement, la bibliothèque comprenait 150.000 volumes. En 1928, l'acquisition du fonds de la bibliothèque de l'Association internationale de la lutte contre le chômage, dont le siège était à Gand, en Belgique, vint l'enrichir d'environ 5000 volumes et brochures. Cette bibliothèque contenait une importante collection de documents gouvernementaux et syndicaux. Elle fut achetée pour la somme de 5000 francs suisses, et dut être payée en trois annuités, étant donné que le budget annuel de la bibliothèque n'était alors que de 13.000 francs suisses ⁷.

La même année, André de Maday demande à Albert Thomas que les gouvernements, organisations et institutions, auteurs, éditeurs, adoptent le principe du "dépôt légal international" pour les bibliothèques comme celle du BIT, dans le but de généraliser une pratique déjà courante. La bibliothèque peut ainsi recevoir gratuitement toutes les publications concernant le travail, son histoire et ses lois ⁸.

Le fonds s'accroissait ainsi en moyenne au rythme de plus de 15% chaque année, de 22% même entre 1926 et 1927. En 1928, la bibliothèque avait reçu 8.154 volumes et 8.589 brochures; en 1929, 10.385 volumes et 9.117 brochures. En 1931, elle comptait 100.000 volumes et un grand nombre de brochures, environ 300.000 documents au total.

Les ouvrages provenaient des sources suivantes:

- les gouvernements, organisations patronales, ouvrières, coopératives, universités, institutions scientifiques, etc. Même un certain nombre d'auteurs et d'éditeurs envoyaient à titre gracieux leurs publications afin qu'elles puissent être utilisées par les fonctionnaires du Bureau et par les lecteurs venus de l'extérieur

- de nombreux ouvrages, notamment des périodiques, parvenaient à la bibliothèque en échange des publications du BIT. 2000 périodiques de 56 pays circulaient ainsi parmi les fonctionnaires.

- des livres étaient fréquemment reçus au BIT pour faire l'objet d'un compte-rendu critique dans la *Revue internationale du travail*

- enfin, de nombreux ouvrages étaient achetés.

⁷ Annexe 4: ILO Archives, LIB 5/0/3: Purchase of the Ghent Library, 1925.

⁸ BIT, *Rapport annuel du Directeur général* (1928).

Dès cette époque, une politique de sélection très stricte était en vigueur, étaient retenus essentiellement des textes législatifs, des recueils concernant la jurisprudence du travail, des décisions de tribunaux d'arbitrage, des documents concernant l'histoire du mouvement ouvrier, les sociétés coopératives, etc. La bibliothèque portait également un intérêt particulier aux systèmes communiste et fasciste qui étaient évidemment à l'ordre du jour.

Le nombre des demandes de renseignements traitées par la bibliothèque était de 920 en 1927, contre seulement 180 en 1922. Un très intéressant tableau statistique nous montre la répartition de ces demandes par sujets et par catégories d'utilisateurs en cette même année 1927 ⁹: "les conditions de travail" était de loin le sujet le plus souvent demandé.

Par ailleurs la bibliothèque s'attachait à développer deux collections spéciales: une collection d'ouvrages en langue russe, dont la plupart étaient des publications de l'URSS, tandis qu'une partie moins importante avait été publiée en Russie avant la Révolution communiste et une collection concernant les écoles de Service social avec un fichier régulièrement mis à jour. La collection russe devait s'accroître en 1930 de 800 ouvrages, dont de Nicolas Zaytzeff et traitant de questions économiques et juridiques.

D'autre part, à la demande du Conseil d'administration, la bibliothèque avait commencé à établir, dans les années 1920, un "répertoire des films cinématographiques relatifs aux questions sociales", en liaison avec L'Institut international du cinéma éducatif à Rome. En 1928, il portait sur plus de 700 films conçus et représentés sur tous les continents.

2) *Le catalogue et l'accès au public*

Divers catalogues sur fiches étaient à la disposition des lecteurs:

- le catalogue par auteurs (environ 110.000 fiches), complété par deux catalogues accessoires: celui des nouvelles acquisitions et celui des périodiques reliés

- le catalogue par sujets (environ 115.000 fiches). Ce catalogue était établi d'après un système nouveau qui consistait dans la concordance absolue entre le classement décimal qui situait les ouvrages sur les rayons et les mots souches qui servaient au classement des fiches.

- parmi les catalogues secondaires, le plus important était celui des conférences et des congrès, il avait deux classements: par sujets et par villes, avec indication de l'année.

La bibliothèque était comme nous l'avons dit au service des fonctionnaires (environ 400 en 1930, plus une vingtaine de temporaires et de stagiaires), mais elle était également accessible aux usagers venant de l'extérieur, pour consultation sur place uniquement.

En 1931, 308 lecteurs avaient ainsi obtenu une autorisation, dont 48 venus de Grande-Bretagne, 46 des USA, 46 de Suisse, 36 d'Allemagne, d'autres de Suède, d'URSS... et

⁹ Annexe 5: BIT, *Rapport annuel du Directeur général* (1928), table statistique.

même d'Inde. Parmi ces 308 personnes, 101 étudiants, 54 membres du corps enseignant, 25 journalistes et 15 juristes.

En 1937, André de Maday prenait sa retraite. Au moment de son départ, la bibliothèque comptait 400.000 volumes environ dans une cinquantaine de langues différentes. C'est Joseph Wilson Haden, de nationalité américaine et bibliothécaire de formation, qui lui succéda. Il introduisit l'utilisation des notices imprimées de la Bibliothèque du Congrès et modernisa le système comptable.

C. La période de guerre

Au début de la seconde guerre mondiale, le BIT envisagea de quitter la Suisse dont la situation, malgré sa neutralité, semblait précaire. Dans les premiers mois de l'année 1940, le Bureau répondit donc favorablement à une offre du gouvernement français de l'accueillir à Vichy dans le Pavillon Sévigné ¹⁰. Les archives les plus importantes y furent préalablement transportées. Lorsque, quelques mois plus tard, les allemands pénétrèrent dans la ville, ils installèrent leur quartier général dans cette même villa Sévigné. Ils ignoraient que la pièce qui leur servait de restaurant était voisine de celle où se trouvaient les caisses contenant les documents confidentiels du BIT. Après la signature de l'armistice en juin 1940, les archives purent reprendre le chemin de Genève, et le Pavillon Sévigné devint la résidence du maréchal Pétain.

Pour que son activité puisse se poursuivre, on décida finalement le déménagement du BIT à Montréal dans des locaux mis à sa disposition par l'Université MacGill. Le personnel qui était en poste à Genève fut suspendu ou licencié. La bibliothèque de Montréal fut organisée par une nouvelle équipe sous la direction de William B. Carlton, un ancien chef de service du BIT et de Janet F. Saunders, qui supervisait auparavant le catalogage à la Bibliothèque de la SDN. Une seule personne resta à Genève pour recevoir et acheminer vers Montréal les publications qui continuaient à arriver de sources très variées. Les fonctionnaires eurent ainsi à leur disposition d'importants documents qui leur parvenaient par ce canal.

La Bibliothèque du BIT fut par exemple une des rares bibliothèques qui reçût des périodiques nazis publiés en Allemagne pendant la guerre. Ces publications constituent une rareté étant donné le nombre de bibliothèques allemandes qui furent détruites à la fin de la guerre.

¹⁰ Phelan, Edward: "Some Reminiscences of the International Labour Organisation", *Studies; an Irish quarterly review* (Dublin), Vol. 44, No. 171, autumn 1954, pp. 241-270.

D. L'après guerre, période de remise en question

En 1944, la Conférence internationale du Travail, réunie à Philadelphie pour sa 26ème session, adopta une déclaration historique qui réaffirmait en les élargissant les objectifs de l'Organisation. La Déclaration de Philadelphie affirme notamment que le travail n'est pas une marchandise, que la liberté d'expression et d'association est une condition indispensable d'un progrès soutenu; que la pauvreté constitue un danger pour la prospérité de tous et que tous les êtres humains ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, avec des chances égales. La création des Nations Unies était également l'expression d'une aspiration vers un ordre mondial nouveau et en 1946, l'OIT devint la première des institutions spécialisées de l'ONU.

En décembre 1946, Joseph Haden, qui avait été occupé à d'autres tâches à Montréal durant les hostilités, reprit à Genève son poste de bibliothécaire afin de réinstaller la collection et de réorganiser les services de la bibliothèque auprès des fonctionnaires qui étaient progressivement transférés de Montréal à Genève. Le Bureau de Montréal fut fermé au printemps 1948.

Dans les années d'immédiat après-guerre, on reconnut que la bibliothèque telle qu'elle était ne pouvait répondre d'une manière satisfaisante aux demandes émanant des chercheurs et que l'explosion de l'édition rendait sa tâche très difficile. On organisa dans les différents départements du BIT des unités documentaires. Malheureusement, aucune coordination n'existait entre ces unités et le même document était fréquemment traité plusieurs fois. D'autre part, les documentalistes en étaient le plus souvent des secrétaires qui devaient indexer et classer des publications. De nombreux chercheurs perdaient un temps précieux à les aider dans cette tâche.

1) *Les rapports d'experts*

Pour résoudre ce problème et d'autres qui se posaient à la bibliothèque, on demanda une série de rapports d'experts. Le premier d'entre eux, le Rapport Woledge en 1956, examina utilement les problèmes internes de la bibliothèque mais échoua dans l'analyse de ses relations avec les centres de documentation.

Le Rapport Foscett en 1962 conseillait la centralisation du travail documentaire au sein de la bibliothèque tout en constatant qu'il y avait une volonté de la part des différents départements de garder certains documents à portée de main. Douglas Foscett, de l'*Institute of Education Library* de l'Université de Londres constata que les chercheurs et les documentalistes se méfiaient de cette volonté de créer un modèle de documentation centralisé et ne se montraient pas prêts à renoncer à leur travail de documentation.

La même année, le rapport du *Working Party on Research Organisation and Methods, Library and Documentation* demandait aussi la centralisation pour en finir avec le gaspillage de compétences et le cumul du travail documentaire. En effet, il existait 22 unités documentaires qui par leur manque de coordination avec la bibliothèque freinaient le flot d'informations à l'intérieur de l'Organisation.

En 1963, quand la société *McKinsey and Company Inc.* vint étudier le renforcement du BIT, elle recommanda la création d'un Service central d'information, dans la ligne de ce qu'avaient déjà proposé les précédents rapports.

2) *Le Service central d'information*

Deux constatations s'imposaient: la bibliothèque n'était pas en mesure de fournir une information complète par catégorie de documents, sujet, époque, lieu géographique, etc, et cependant la collecte d'une telle information était tout à fait nécessaire au travail de recherche.

D'autre part les divisions avaient bâti leurs propres centres de documentation à un coût très élevé en temps et en argent et les sources d'information du BIT étaient largement dispersées. A cette époque, une lettre de l'Université de Harvard demandant 75 publications dut être envoyée à 10 divisions différentes.

Afin que ce Service central de documentation ait un accès immédiat à toute information reçue de l'extérieur ou produite par le Bureau, il fut proposé d'y inclure le Service de Distribution, les Archives et une unité de recherche documentaire.

Selon la société McKinsey, la fonction de ce Service central serait:

- de produire des résumés de certains documents avant de les diffuser à destination des chercheurs ou des divisions
- de collecter et classifier l'information en utilisant le plus grand nombre de sources disponibles afin de répondre aux besoins des chercheurs
- de proposer un service de prêt et un service de références performants.

L'efficacité d'un tel travail dépendait de la mécanisation de la classification et prévoyait l'utilisation de cartes perforées.

En 1964, J. Gormly Miller, après avoir mené une nouvelle étude des services offerts par la bibliothèque proposa des réformes radicales dans la ligne de ses prédécesseurs. Le Directeur général retint la plupart de ses recommandations et quand le BIT fut réorganisé en 1965, on créa un nouveau département que l'on baptisa *Central Library and Documentation Branch* ou en français et d'une manière moins heureuse: Service central de bibliothèque et de documentation. La bibliothèque et le Service central d'information furent intégrés dans ce nouveau département. La Distribution et les Archives restaient des unités indépendantes.

Le professeur Miller devait rejoindre le personnel de la bibliothèque en 1970 en tant que Directeur adjoint, jusqu'à sa retraite en 1972. Cependant Joseph Haden quittait la bibliothèque en 1972; il poursuivit sa carrière au BIT au sein du Service de l'information publique et se vit confier les préparatifs du 50ème anniversaire de l'Organisation en 1969.

E. Modernisation de la bibliothèque: une époque de grands changements

1) *Les débuts de l'informatisation*

En 1967, George Thompson prit les fonctions de chef bibliothécaire, après avoir été sous-directeur de la bibliothèque. Il était diplômé en sciences bibliothéconomiques de la *Case-Western Reserve University* de Cleveland. Auparavant, il avait travaillé pendant neuf ans à la Bibliothèque de l'ONU, à Genève, puis avait été le premier bibliothécaire de l'Institut international d'études sociales nouvellement créé. En 1963, il avait été sollicité par le Directeur général du BIT pour la planification du Service central de documentation et avait préconisé une mécanisation rapide des travaux de routine se rapportant aux acquisitions, au catalogage, au traitement des périodiques et à leur circulation.

Au tout début de la mécanisation, tout le système reposait sur un ordinateur central. Les feuilles de travail étaient transcrites sur un Flexowriter qui établissait une bande perforée en même temps que le texte en clair. Après correction, cette bande était convertie en cartes perforées qui servaient à alimenter l'ordinateur.

Lorsque G. Thompson entra en fonction en tant que directeur, le projet d'informatisation était donc déjà engagé. Il constata cependant que la bibliothèque était sous-équipée en personnel qualifié et il décida d'améliorer cette situation en tirant profit de l'extraordinaire dynamique qui se créait autour de l'informatisation des bibliothèques. Il organisa avec l'assistance d'autres bibliothécaires et de spécialistes en informatique de l'*Institute of Library Research* de Berkeley, un système intégré utilisant des méthodes informatiques à la pointe du progrès pour assister le travail administratif et bibliothéconomique.

a) Le choix d'un système informatique

Le but était de développer un système informatique souple, qui puisse assister toutes les tâches d'une bibliothèque, des plus simples aux plus complexes. Le système fut nommé ISIS (Integrated Scientific Information System). Le logiciel était implanté au Centre international de calcul des Nations Unies à Genève, sur un ordinateur IBM 360 fonctionnant sous système OS (Operating System).

Il fut adopté par des dizaines de centres de documentation dans les Etats Membres ainsi que par l'UNESCO, la FAO, et beaucoup d'autres organisations internationales. Il est composé de trois systèmes interdépendants: un système de contrôle bibliographique, un système de traitement des périodiques et un système de prêt. Les modules déjà programmés s'emboîtent les uns dans les autres comme un jeu de construction auquel on peut à tout moment adjoindre de nouveaux modules. Le but était à long terme d'intégrer la totalité des activités quotidiennes de la bibliothèque.

b) La mise en place du système ISIS

En 1969, lorsque le BIT reçut le Prix Nobel de la paix, une ère d'intense modernisation s'ouvrait pour la bibliothèque. Cette progression se fit d'une manière

pragmatique: ainsi lorsqu'un incendie détruisit, à la fin de 1966, les fichiers de circulation des périodiques, il fut décidé de procéder à leur reconstitution dans l'optique de la mécanisation. Pour cette raison, le sous-système de circulation des périodiques a été mis en application avant celui des périodiques lui-même. Ce service jonglait à l'époque avec 5000 abonnements et 15.000 inscriptions sur les listes de circulation.

En ce qui concerne le contrôle bibliographique, après avoir envisagé de soustraire les notices d'un système préétabli, en l'occurrence MARC II qui était le reflet mécanisé des fiches de la Bibliothèque du Congrès à Washington, on décida d'écarter des systèmes conçus par des bibliothécaires à l'intention d'autres bibliothécaires; c'était justement le cas de MARC II, et de MEDLARS, qui en outre ne proposait pas d'analyse documentaire. Les concepteurs du projet avaient envisagé que les chercheurs dans leurs bureaux disposeraient de terminaux au moyen desquels ils auraient accès en ligne à la base de données, ce qui actuellement n'est pas encore le cas. On était donc à la recherche d'un système utilisable aussi bien par les chercheurs que par les usagers dans la salle de lecture.

Il s'agissait de rationaliser et la règle de base était qu'aucun enregistrement d'une même information ne devait se faire plus d'une fois. Le système de contrôle bibliographique comprenait six modules: le module d'acquisitions, le module de catalogage, le module d'analyse documentaire, le module d'entrée, le module de mise à jour et le module de sortie. La capture des données se faisait donc une fois pour toutes dans le premier module et cet enregistrement était utilisé lors du traitement ultérieur du document en rappelant la notice documentaire. Les trois derniers modules cités étaient déjà mécanisés en 1970, le module d'acquisitions le devint vers la fin de 1971.

Le système comprenait le catalogage puis l'analyse documentaire de tous les ouvrages inclus dans la collection. Le module de catalogage fut mis en place dans le courant de l'année 1971. Le catalogueur répondait à toute une série de questions concernant les données du catalogage. Il existait dès cette époque un système de contrôle pour certains champs qui permettait à l'ordinateur de refuser des données erronées.

2) *Création du Thésaurus: indexation et recherche documentaire*

On abandonna l'indexation CDU devenue insuffisante et on mit sur pied un système d'analyse documentaire qui consistait en un résumé utilisant le vocabulaire contrôlé du Thésaurus du BIT. Tous les documents entrés dans le système subissaient ce traitement, y compris les articles extraits du millier de périodiques dépouillés. L'analyse documentaire se présente en deux parties séparées par un tiret, la première partie faisant ressortir le sujet principal du document. Chaque descripteur choisi est délimité par des barres obliques, pour permettre à l'ordinateur de le reconnaître facilement. Ce Thésaurus multilingue, né d'une collaboration entre le BIT et l'OCDE, ne contenait au début que 1200 mots matières suggérés par les chercheurs. Au début des années 70, il fut inclus au système. L'opérateur de saisie tapait directement son texte sur le terminal et l'ordinateur lui signalait les descripteurs qui n'étaient pas retenus.

En utilisant le classement par facettes du Thésaurus, le fichier informatisé produit depuis cette époque un bulletin analytique mensuel des nouveaux documents indexés,

l'*International Labour Documentation*, et des catalogues cumulatifs sur COM-microfiches de tous les documents inclus dans la collection depuis 1965. Les facettes servent à grouper les références bibliographiques par sujets et les mots-clés à créer des index alphabétiques.

Un catalogue cumulatif qui devait être quinquennal fut publié par G. K. Hall à Boston en 1971. Cette publication intitulée *International labour Documentation: Cumulative Edition 1965-1969*, n'eut pas de suite mais elle comprend plus de 5000 pages et est encore utilisée.

Les recherches bibliographiques en ligne se faisaient à l'aide de formules booléennes; elles étaient imprimées immédiatement sur une "machine à écrire-robot" pour les mini-bibliographies. Les maxi-bibliographies étaient stockées et traitées par l'imprimante rapide de l'ordinateur qui travaillait entre midi et quatorze heures et la nuit à la vitesse de 1.100 lignes/minute.

En 1973, on fit appel à un nouveau consultant, *ASLIB, The Association for Information Management*, pour donner son avis, en particulier sur les besoins en information des usagers. Le serpent de mer de la coordination entre les unités documentaires réapparut. Pour donner une base à cette coopération, un poste de coordinateur du réseau interne fut créé au sein de la bibliothèque. Sa mission consistait à informer les différents départements sur les services de la bibliothèque, et à promouvoir l'idée du partage des ressources documentaires.

F. Le déménagement et la bibliothèque dans la tempête politique

En 1975, les bureaux du BIT déménagent dans un nouvel immeuble, au Grand Saconnex, un faubourg de Genève. La décision de construire ce nouveau bâtiment avait été prise en 1965. Un accord avait été signé entre l'OIT et la FIPOI (Fondation immobilière suisse pour les organisations internationales), aux termes duquel celle-ci s'engageait à racheter à l'OIT l'ancien bâtiment et à lui accorder un prêt, remboursable en quarante ans, pour la construction du nouvel immeuble. Quant à la réalisation, le choix du Conseil d'administration se porta sur le projet de messieurs Eugène Beaudoin (France), Alberto Camenzind (Suisse) et Pier Luigi Nervi (Italie). Le bâtiment central comprend onze étages; il repose sur 56 piliers qui supportent chacun un poids de 1500 tonnes environ. Ses deux façades principales sont concaves, ce qui permet à la lumière du jour de pénétrer plus facilement dans tous les bureaux.

La bibliothèque se situe dans l'aile Sud du bâtiment. Sa salle de lecture peut accueillir 80 personnes; le mobilier en bois clair, don de la République fédérale d'Allemagne, a été dessiné spécialement par l'architecte d'intérieur suédois Lennart Janson. Une très grande peinture murale créée par le mexicain Pedro Coronaél orne une des parois et une autre paroi de la salle de lecture donnant sur le Salève est entièrement vitrée.

La bibliothèque occupe trois niveaux: au sous-sol se trouve la collection générale et historique qui n'est pas en libre accès, au-dessus la salle de lecture avec la collection de référence et les publications officielles du BIT, et enfin sur la mezzanine, la collection

statistique et les publications des organisations internationales.

Les locaux à usage de bureaux ont été conçus dans la bibliothèque comme dans le reste du bâtiment selon un système modulaire comportant des cloisons internes amovibles. En outre des installations pour handicapés ont été incorporées à la construction: rampes d'accès, ascenseurs et toilettes spécialement équipés.

1) *L'état de la collection*

Un sérieux désherbage avait été effectué, si bien que la collection avait diminué de volume. Parmi les acquisitions les plus érotiques, certaines furent données à d'autres bibliothèques de recherche en Suisse, ou déposées à la section du prêt de la *British Library*.

En 75, il y avait 350.000 livres, 10.000 périodiques et la base de données contenait 65.000 notices. La bibliothèque avait une collection de quotidiens russes dont certains datent de la révolution bolchévique: la collection complète des *Izvestiia* depuis 1917, la *Pravda* depuis 1918 et *Trud* depuis 1921.

2) *La crise américaine*

La crise américaine de l'OIT dura dix ans, de 1970 à 1980. Dans un premier temps, un contentieux surgit autour des conditions de nomination d'un ressortissant soviétique, Pavel E. Astapenko, au poste politique de sous-directeur général. Les autorités américaines estimèrent que l'intéressé, dont le nom avait été avancé par son gouvernement, ne pouvait bénéficier de l'indépendance requise. Le Sénat américain, poussé par l'AFL-CIO (American Federation of Labour - Congress of Industrial Organizations) et par un patronat violemment anticommuniste, décida de suspendre la contribution financière des USA. Le Président Nixon appuya cette décision, cependant l'administration finit par acquitter sa dette en 1972.

Mais les relations entre les Etats-Unis et l'OIT ne résistèrent pas aux remous politiques faisant suite à la guerre du Kippour. La condamnation d'Israël pour discrimination raciale et violation des libertés syndicales dans les territoires occupés en 1974, l'admission de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) comme observateur à la Conférence internationale du Travail en 1975 et enfin les pressions de l'influente AFL-CIO, amenèrent l'administration Ford à notifier un préavis officiel de retrait le 5 novembre 1975, condamnant une politisation croissante de l'Organisation.

En Novembre 1977, les USA qui assumaient 25% des dépenses du BIT décidèrent d'abandonner leur adhésion, décision qui nécessita des coupes sombres dans le budget de tous les départements. La bibliothèque ne fut pas épargnée. Cependant, à la fin de 1977, son effectif était de trente personnes travaillant à plein temps -neuf d'entre elles étant des bibliothécaires qualifiés- et de 7 collaborateurs à temps partiel. Le budget de la bibliothèque pour la période biennale 1976-77 était de 2.354,827 dollars US, dont 80% environ allaient aux dépenses en personnel et 10% aux acquisitions.

D'autres crises internationales émaillèrent l'histoire de l'Organisation comme en

témoignent les retraits, admissions et réadmissions d'Etats Membres ¹¹. Ces crises modifièrent la politique de sélection de la bibliothèque, soit parce qu'elles nécessitaient des économies, soit parce qu'elles mettaient à l'ordre du jour de nouveaux domaines d'intérêt.

3) *La bibliothèque dans les années 80*

En juin 1980, lors du départ de George Thompson, Kate Wild assura l'intérim puis devint officiellement chef de la bibliothèque en janvier 1982. Elle avait auparavant travaillé dans la Division des sciences de l'information au sein du Centre de recherche pour le développement international (CRDI). De nationalité canadienne, elle est titulaire d'une maîtrise en sciences bibliothéconomiques obtenue à l'Université de Syracuse dans l'Etat de New York.

a) Développement de la recherche en ligne

Les Etats-Unis réintégrèrent l'OIT en 1980. La bibliothèque avait cependant continué à se développer. Dans les années 70, la DSI (Diffusion Sélective d'Information), ainsi que les recherches rétrospectives peuvent être faites en utilisant directement le fichier informatisé à Genève. Le système offre la possibilité de faire défiler le résultat de la recherche notice par notice. Dès 1978, l'interrogation en ligne se fait également dans le monde entier via le serveur *System Development Corporation* à Santa Monica en Californie. D'autres serveurs commerciaux et non-commerciaux viendront s'ajouter à lui durant les années 80. La même année, en dépit du succès d'ISIS, système utilisé par plus de cent organisations nationales et internationales, on décida de le remplacer par MINISIS développé par l'*International Development Research Centre* d'Ottawa. Dérivé d'ISIS, il est capable de fonctionner sur mini-ordinateur.

Dès cette époque, la bibliothèque pouvait accéder en ligne aux *Sociological abstracts*, *Psychological Abstracts*, *Social Science Citation Index* entre autres et avait de nombreux projets dans ce domaine. Dans la perspective de la crise économique, le BIT commença à examiner la possibilité d'inclure la bibliothèque dans un réseau coopératif permettant aux souscripteurs d'avoir accès à des bases de données à moindre coût par un système d'échange.

En 1987, la bibliothèque, avec l'aide du Service informatique, créa le programme ILIS (International Labour Information System ou Système international d'information sur le travail) destiné à faciliter, pour les Etats Membres, l'accès aux services d'information du BIT et plus généralement à l'information touchant les problèmes du travail. Le système de référence ILIS permet d'accéder en ligne aux bases de données du BIT développées sur MINISIS et stockées dans l'ordinateur central du Bureau, un Hewlett Packard.

Ce système est à la disposition des utilisateurs de la bibliothèque au Bureau de

¹¹ Annexe 6a: Evolution de la composition de l'OIT de 1919 à 1986, tableau extrait de *L'Organisation internationale du Travail*, volume 3 (Georg Ed., Genève, 1987) par V. Y. Ghebali.

Annexe 6b: Liste des Etats Membres au 1er janvier 1994.

Genève, dans les bureaux extérieurs mais surtout dans les organismes gouvernementaux, patronaux, ouvriers des Etats Membres. Il est destiné à leur faciliter l'accès en conversationnel aux services d'information du BIT. Son mode d'interrogation par menu est plus "convivial" que celui réservé aux bibliothécaires du service de recherche bibliographique, mais il est aussi moins raffiné.

Le menu d'ISIS est très varié: outre les bases de données du BIT, il offre des informations de type répertoire sur l'Organisation et présente de nombreux renseignements sur le fonctionnement du Bureau -adresses, descriptions et évaluation de projets, personnes à contacter- et sur les services proposés par la bibliothèque.

b) Création de nouvelles bases de données

Dans le même temps, la bibliothèque encouragea les centres de documentation des différents départements et des bureaux extérieurs à créer leurs propres bases de données. C'est ainsi que virent le jour quatre bases de données spécialisées:

- ILOLEX contenant le texte intégral des Conventions et Recommandations de l'OIT
- NATLEX traitant de la législation du travail et de la sécurité sociale
- CISDOC du Centre d'information de la sécurité et de la santé au travail
- LABORSTA concernant les statistiques du travail.

La première étape consista à former les documentalistes du BIT afin qu'ils utilisent les mêmes règles de catalogage et d'indexation que les bibliothécaires et qu'ils puissent se familiariser avec le logiciel MINISIS qui fonctionnait sur le mini-ordinateur du BIT.

c) L'accès à l'information: un problème de développement

A cette même époque, l'arrivée sur le marché du micro-ordinateur correspondait à une explosion de l'information liée à une demande toujours plus grande de la part des utilisateurs.

Un problème se posait et se pose encore pour diffuser la documentation à destination des pays les plus pauvres: alors que certaines régions du monde sont submergées d'informations, d'autres ont les plus grandes difficultés à se procurer le moindre document. Ce sont les institutions de ces mêmes pays qui, le plus souvent, ne disposent pas d'une technologie suffisante pour avoir accès en ligne aux bases de données.

Le développement d'ISIS rebaptisé CDS/ISIS avait été transféré à l'UNESCO en 1979 et c'est à partir de celui-ci que l'UNESCO, qui à ce moment-là était confrontée au même problème de diffusion de l'information, avait créé un nouveau logiciel bibliothéconomique fonctionnant sur PC.

Ce logiciel appelé Micro-ISIS ou Micro CDS/ISIS est distribué gratuitement par l'UNESCO dans les bibliothèques et centres de documentation des pays en développement. Il permet aussi actuellement à une trentaine de bureaux extérieurs du BIT de lire sur disquettes les références bibliographiques qui les intéressent.

La 4ème édition du Thésaurus parut en 1991; elle est encore très largement utilisée

aujourd'hui, alors que la 5ème édition dont la publication est prévue pour 1996 est en cours d'achèvement. Une nouvelle terminologie, relative en particulier aux changements survenus en Europe de l'Est est entrée en vigueur en 1993.

V. LA BIBLIOTHEQUE AUJOURD'HUI

A. Budget actuel et orientations

En juin 1993, la Conférence internationale du Travail a adopté un budget prévisionnel des dépenses s'élevant à 466.510.000 dollars E.U. pour 1994-95. Cette enveloppe budgétaire sera répartie entre les Etats Membres conformément à un barème établi par la Commission des finances.

Les grands thèmes prioritaires de la politique de l'Organisation sont définis à l'occasion de la discussion de ces programmes biennaux.

Pour l'exercice financier qui se terminera le 31 décembre 1995, les priorités sont:

- l'aide aux pays engagés dans un processus de démocratisation et (ou) sur la voie de l'économie de marché
- la lutte contre la pauvreté et la défense des droits de l'homme
- la protection des travailleurs (en particulier des catégories les plus vulnérables: femmes, enfants, migrants)
- la promotion de l'emploi
- les rapports entre l'environnement et le monde du travail
- l'aide aux secteurs rural et informel.

Ces thèmes présentent un intérêt pour la bibliothèque dans la mesure où ils peuvent influencer la politique de sélection.

Si l'OIT a connu des périodes florissantes, elle a également connu au cours de son histoire de graves difficultés économiques: au début des années trente lors de la "grande dépression"; dans les soixante lorsque la décolonisation fit émerger un nombre considérable de pays nouveaux dans lesquels les structures gouvernementales étaient pratiquement inexistantes; ou, comme nous l'avons vu, dans les années septante avec la crise américaine. C'est aussi le cas actuellement en raison de la situation d'endettement de nombreux pays en développement et des difficultés de réadaptation que rencontrent les ex-pays socialistes.

Le budget ordinaire de la bibliothèque s'élève pour la période biennale 1994-95 à 7.207.331 dollars E.U. dont 5.671.234 \$ pour les dépenses en personnel. La proposition de programme fait apparaître les autres postes budgétaires: le budget sélection-acquisitions est

de loin le plus important, environ 800.000 \$ sont consacrés à l'achat de documents. Fin août 1994, on avait dépensé au total, pour l'exercice 1994, 100.934 \$ pour l'achat de périodiques et 49.663 \$ pour l'achat de monographies, soit deux fois moins ¹².

B. Fonctionnement et services d'information de la bibliothèque

Jusqu'au 1er mai 1994, la bibliothèque faisait partie du département INFOSTA (Information-statistique), à cette date, elle est devenue bureau à part entière, ce qui lui confère davantage d'autonomie puisqu'un niveau de responsabilité a été supprimé. Une nouvelle définition de son statut est en cours d'élaboration; elle sera effective après un nouveau rapport d'expert qui se propose d'évaluer le niveau des postes professionnels.

C'est Eleanor Frierson qui dirige la bibliothèque depuis mars 1991. De nationalité américaine, elle est comme Kate Wild diplômée de l'Université de Syracuse. Elle a rempli diverses fonctions de responsabilité au fonds monétaire international, puis au sein de la bibliothèque conjointe de la Banque Mondiale et du FMI.

Vingt six personnes travaillent actuellement à la bibliothèque, auxquelles s'ajoutent une dizaine d'experts engagés comme collaborateurs extérieurs et qui indexent des documents.

1) Le fonds actuel

La bibliothèque compte plus de 1.000.000 d'ouvrages, rapports, articles indexés, documents de conférences, vidéos et CD-ROMs, et plus de 7000 périodiques courants, au total 17 kms linéaires de rayons. Elle continue de recevoir comme par le passé, sur la base d'un système d'échange, les publications des organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales.

La collection est particulièrement riche dans les domaines traitant des relations du travail, de la législation, de la main-d'oeuvre et de l'emploi, de la formation professionnelle, de la sécurité sociale, des droits de l'homme et des questions liées au développement économique et social. Outre la collection générale, les chercheurs ont à leur disposition de nombreux répertoires de statistiques publiés par le BIT, les gouvernements et les organisations régionales et internationales.

2) Le système informatique

¹² BIT, *Programme et budget pour la période biennale 1994-95*.

La bibliothèque continue d'utiliser MINISIS dont une nouvelle version est en projet. MINISIS offre la possibilité de traiter des informations de formes variées. C'est un système permettant, d'une manière plus performante que son ancêtre ISIS, de répondre à tous les besoins d'une bibliothèque à partir de clés d'accès multiples, depuis la saisie des données jusqu'aux recherches, en passant par la production d'index et la commande de livres.

3) *La base de données LABORDOC*

Le catalogue informatisé des collections de la bibliothèque, LABORDOC, qui, comme nous l'avons vu, a débuté en 1965, contient actuellement plus de 201.000 enregistrements bibliographiques et s'enrichit d'environ 600 nouvelles notices par mois.

LABORDOC est disponible sur disquettes et bandes magnétiques. Elle peut être interrogée en ligne:

- pour le grand public, à partir de serveurs commerciaux tels que: ESA-IRS (Agence spatiale européenne-Service de recherche et d'information), *Human Resource Information Network*, *ORBIT Search Service* et GBI (German Business Information), à Munich.

- pour les ministères du travail, les organisations de travailleurs et d'employeurs, les bureaux régionaux du BIT, et aussi pour l'utilisateur de la salle de lecture, par le Système de référence ILIS via un réseau public de commutation de données.

4) *Le CD-ROM LABORDOC*

La base de données LABORDOC était jusqu'alors disponible en partie sur un CD-ROM réunissant une sélection des références bibliographiques de 32 organisations dépendant de l'ONU. Mais un programme a été mené dans les dernières années par le personnel de la bibliothèque assisté de stagiaires pour préparer la base de données LABORDOC en vue de la publication du CD-ROM qui paraîtra dans le courant de l'été 1995: il s'agissait d'uniformiser les anciennes facettes, de corriger les ISBN et ISSN erronés entrés dans le système avant que ne se fasse le contrôle automatique, ainsi que les titres présentant des erreurs. Enfin, il a été nécessaire de changer 5.500 descripteurs pour les adapter aux modifications du Thésaurus concernant les pays d'Europe de l'Est. Le CD-ROM LABORDOC est publié par *SilverPlatter Information Ltd.*

5) *La Bibliothèque du BIT centre de formation et la coopération technique en matière d'information documentaire*

Le personnel qui travaille dans les services d'information sur le travail au sein des ministères, syndicats, dans les 47 bureaux extérieurs ou antennes locales de l'OIT dans les Etats Membres, peut bénéficier d'une formation à la bibliothèque centrale du BIT à Genève. Cette formation lui permet de maîtriser la gestion et le fonctionnement d'une petite bibliothèque, de connaître les outils informatiques et les sources bibliographiques concernant le travail.

Le système ILIS est toujours utilisé dans les échanges avec les centres de documentation de l'OIT et dans l'assistance apportée aux bibliothèques du travail dans les pays Membres. Le Bureau de Genève n'étant pas encore équipé d'un système câblé, les fonctionnaires ne sont pour l'instant pas reliés aux bases de données de la Bibliothèque; c'est un projet qui se réalisera sans doute dans un proche avenir.

La Bibliothèque mène également des missions à destination des pays Membres dans le cadre de la coopération technique. Ce fut le cas par exemple en 1993 quand ses services d'information organisèrent un programme de formation dans les pays d'Afrique hispanophone et lusophone.

6) *La recherche documentaire*

La bibliothèque met à la disposition de ses lecteurs des sources documentaires toujours plus diversifiées. Elle possède de nombreux CD-ROMs et propose des recherches en ligne dans d'autres bases de données spécialisées en sciences sociales via le serveur DIALOG.

Les moyens dont disposent les bibliothécaires dans ce domaine restent cependant modestes puisqu'un seul ordinateur est muni d'un Modem, mais le courrier électronique sur INTERNET est d'un usage courant et quelques demandes de bibliographies parviennent par ce média.

La Bibliothèque du BIT, associée à celle de l'ONU à Genève, examine la possibilité d'adhérer à la *On-line Computer Library Center* (OCLC), une association non commerciale dont le siège est aux Etats-Unis et qui regroupe un réseau coopératif de bibliothèques à travers le monde. Cette association offre la possibilité d'accéder gratuitement à de nombreuses bases de données.

BIBLIOGRAPHIE

A) Monographies

Alcock, Antony: *History of the International Labour Organisation* (London, MacMillan, 1971), X, 384 p.

Delbecq, Jean: *Dix ans du B.I.T. à vol d'oiseau* (Annemasse, Albert Ganchamp, 1930), 40 p.

De Maday, André: *La Bibliothèque du Bureau international du travail* (Genève, B.I.T., 1937), 20 p.

De Maday, André, De Naraychkine, Mara: *La classification décimale et son application dans une bibliothèque spécialisée* (Paris, Librairie Ancienne Honoré Champion, 1928), 40 p. (Egalement publié dans la "Revue des Bibliothèques", année 1928)

Ghebali, Victor-Yves, *L'Organisation Internationale du Travail (OIT)* (Genève, Georg Ed., 1987), 332 p. (Vol. 3, L'Organisation internationale et l'évolution de la société mondiale).

Henderson, S.: *La Bibliothèque du Bureau international du travail* (Genève, B.I.T., 1936), 5 p.

Montceau, Marc: *L'Organisation internationale du travail (B.I.T. et O.I.T.)* (Paris, Presses Universitaires de France, 1964), 126 p. (Que sais-je?, No. 836)

Scelle, Georges: *L'Organisation internationale du travail et le B.I.T.* (Paris, Librairie des Sciences Politiques et Sociales, 1930), XVI, 333 p.

Shotwell, James T.: *The origins of the International Labour Organization* (New York, Columbia University Press, 1934), 2 vol.

Le siège du Bureau international du travail (Genève, B.I.T., 1980), 13 p.

Thompson, G.K. [et al.]: *ISIS: un petit guide à l'intention des bibliothécaires et des documentalistes* (Genève, B.I.T., 1970), 33 p.

B) Articles de périodiques

De Maday, André: "La Bibliothèque du Bureau international du travail", *Bulletin officiel de l'Union syndicale des maîtres imprimeurs*, (Paris, Galerie des Bibliothèques Privées, 1932), pp. 66-69.

Kropf, L.S., Thompson, G.K.: "The International Labour Organisation in Geneva", *Library history* (London), Vol. 4, No. 6, autumn 1978, pp. 173-182.

Millerand, A.: "Les origines françaises du B.I.T.", *Revue des Deux Mondes* (Paris), Vol. 102, 1er avril 1932, pp. 588-601.

Phelan, Edward: "Some Reminiscences of the International Labour Organisation", *Studies; an Irish quarterly review* (Dublin), Vol. 44, No. 171, autumn 1954, pp. 241-270.

Thompson, G.K.: "International Labour Office: Central Library and Documentation Branch", *Bibliothèques en Suisse* (Bern, Association des Bibliothécaires Suisses, 1976), pp. 172-173.

C) Autres sources

ILO Archives, LIB 5/0/2: *Purchase of the Library of the International Association for Labour Legislation*, Basle (International Labour Office), 1921.

ILO Archives, LIB 8/1: *Collaboration with the Library of the League of Nations*, 1920-1925.

ILO Archives, LIB 5/0/3: *Purchase of the Ghent Library*, 1925.

ARTICLE 396.

Les fonctions du Bureau international du Travail comprendront la centralisation et la distribution de toutes informations concernant la réglementation internationale de la condition des travailleurs et du régime du travail et, en particulier, l'étude des questions qu'il est proposé de soumettre aux discussions de la Conférence en vue de la conclusion des conventions internationales, ainsi que l'exécution de toutes enquêtes spéciales prescrites par la Conférence.

Il sera chargé de préparer l'ordre du jour des sessions de la Conférence.

Il s'acquittera, en conformité des stipulations de la présente Partie du présent Traité, des devoirs qui lui incombent en ce qui concerne tous différends internationaux.

Il rédigera et publiera en français, en anglais, et dans telle autre langue que le Conseil d'administration jugera convenable, un bulletin périodique consacré à l'étude des questions concernant l'industrie et le travail et présentant un intérêt international.

D'une manière générale il aura, en sus des fonctions indiquées au présent article, tous autres pouvoirs et fonctions que la Conférence jugera à propos de lui attribuer.

Bibliothèque de l'O.J.T. Avis de Mr. C.Chr.Bernoulli, Bibliothécaire en chef.

Quand à l'évaluation de la Bibliothèque de l'Office International du Travail, j'ai l'honneur de vous donner les informations suivantes. J'estime la valeur d'inventaire des périodiques à environ Frs.26,000.- Il y a en tout 1300 années complètes jusqu'en 1919 inclusivement; en calculant le volume relié à Frs.20.- en moyenne nous arrivons à ce résultat. On peut aussi calculer de la façon suivante: Le prix d'achat de 46 séries de périodiques avait été de Frs.7000.- L'augmentation actuelle des prix nous permettra toutefois, de remplacer cette somme par celle de Frs. 10,000.- On n'a pu déterminer le prix d'achat de 76 séries en partie par défaut de bases de calcul en partie parce que ces périodiques avaient été donnés à titre gratuit à l'Office. J'estime la valeur de ces séries également à Frs.10,000.-, les frais de reliure à Frs. 6000.-, au total donc à Frs. 26,000.-, comme ci-dessus.

Pour les livres & brochures--(environ 1900 volumes) je calcule Frs. 8000.- avec reliures. La valeur d'inventaire de la " Collection Officielle " consistant en feuilles détachées (lois, décrets, rapports, projets etc.) et conservée dans des cartons peut être évalué à Frs.4000.- la valeur des cartons à Frs. 2000.-, la valeur des publications en stock Frs. 10,000.-

Au total: Frs. 50,000.-.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

Private

9/7/22.

Sunderland House,
Curzon Street,
W.I.

Miss Lake.

22nd April, 1920.

My dear Monsieur Thomas,

Many thanks for your letter about the Library arrangements to be made for our two Organisations.

As you probably know, our Library here has been running for some considerable time. It has been organised by Miss Wilson, who, I believe, looked after the American Peace Delegation Library in Paris. She has very high qualifications, and is doing the work admirably. After a very careful examination of the different classification systems in use in America and Europe, and consultation with various experts, she has chosen the system which we believe to be best adapted for the needs of a League of Nations Library. In making this choice special regard was paid to the fact that it was desirable to adopt as far as possible the system in chief world use. I do not think, therefore, that any deviation from the principles now obtaining could be arranged, but if these principles are the best for us, do they not seem likely to be the best for you too?

I feel sure Miss Wilson will be delighted to give Miss Lake all such help

Monsieur Albert Thomas,
International Labour Office.

Annexe 3: Echange de lettres entre Albert Thomas, directeur général du BIT et Eric Drummond, secrétaire général de la SDN à propos de la collaboration entre les deux bibliothèques

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

help as is possible. From the point of view of the Library future of the two Organisations, I would suggest that perhaps the best plan would be if Miss Lake were willing to serve, for a short time at any rate, as a Member of Miss Wilson's staff. She would thus gain the necessary technical knowledge of classification. Miss Lake would then be in a position to take over and manage the special Labour Library.

It will, I fear, be rather difficult to define the exact delimitations of the respective provinces, and perhaps some overlapping in this respect will be necessary, but we will do our best to arrive at a satisfactory result.

Yours sincerely,

Eric Drummond

RECORDED

BY H/ON 28-4-20

G.17/22.

April 27th, 1920.

Dear Sir Eric,

A

Thank you for your letter of April 22nd with reference to the Library. I may point out that I did not suggest any deviation from the principles that you have adopted, or that they were not the best possible. As a matter of fact I understand that you have adopted the Dewey system of classification, which ^{is} the usual international system, and which Miss Lake has been using for the past 2½ years as Librarian at the Ministry of Labour, where she was in charge of 20,000 volumes. As you will see from her qualifications enclosed, for which you asked me the other day, she is a thoroughly trained Librarian, and I do not think that it is necessary for her to work under Miss Wilson in order to obtain technical knowledge of classification. In order that a working arrangement should be made as to a demarcation for the immediate future, I think it would be useful that she should discuss the matter with Miss Wilson, with whom she will be only too glad to co-operate, though I daresay that a certain amount of overlapping will be found unavoidable.

Yours sincerely,

A.T.

The Hon. Sir Eric Drummond, K.C.M.G., G.B.,
League of Nations,
Sunderland House,
Curzon Street,
W.1.

Estimate of the Value of the Library.

The attached Table shows the approximate space occupied in each library unit by:-

- (1) Official Publications;
- (2) Treatises and brochures on shelves;
- (3) Bound volumes of reviews;
- (4) Cartons of brochures.

	<u>Official.</u>	<u>Treatises & brochures on shelves.</u>	<u>Bound Reviews.</u>	<u>Cartons of brochures.</u>	<u>Total.</u>
A.	4 $\frac{1}{2}$	1 $\frac{1}{2}$	-	-	6
B	4 $\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$	-	-	5
C	1 $\frac{1}{2}$	2	-	-	3 $\frac{1}{2}$
E	-	-	5	-	5
G	2	$\frac{1}{2}$	-	3 $\frac{1}{2}$	6
I	3	1 $\frac{1}{2}$	-	-	4 $\frac{1}{2}$
J	-	-	4	-	4
K	1	3 $\frac{1}{2}$	-	-	4 $\frac{1}{2}$
Filing cabinets.					
D.	-	-	-	-	-
F	-	-	-	-	-
H	-	-	-	-	-
L	-	-	-	-	-
	16 $\frac{1}{2}$	9 $\frac{1}{2}$	9	3 $\frac{1}{2}$	38 $\frac{1}{2}$

The total length of shelving occupied is 55.8 metres.

My estimate of the total contents of the library, based on actual counting and careful estimating, is as follows:-

Total Contents of Library.

(Based on actual counting or very careful estimating)

	<u>Vols.</u>
(1) Official publications	753
(2) Bound volumes of reviews	274
(3) Treatises and brochures on shelves	450
(4) Treatises at Geneva	100
(5) Reports of trade union congresses (Mainly in brochure form). . .	410
(6) Brochures and articles from periodicals in cartons	<u>2160</u>
	4147 pieces.

SUJETS	Gouverne- ments	Organisations patronales	Organisations ouvrières	Organisations diverses et par- ticuliers
Conditions de travail, durée, salaires, participation aux bénéfices et à la gestion, arbitrage et conciliation .	29	17	54	87
Hygiène et sécurité	25	6	19	60
Divers, adresses, bibliogra- phies, statistiques, situa- tion économique, produc- tion, consommation, baro- mètres économiques, im- pôts, situation démogra- phique	8	3	27	59
Bureau international du Tra- vail. Conférences, ratifica- tions.	11	—	8	76
Assurances sociales, mutilés	18	2	11	54
Législation du travail . . .	14	1	17	43
Chômage, placement . . .	10	1	5	27
Apprentissage, orientation professionnelle	8	—	9	25
Mouvement syndical, patro- nal et ouvrier	3	2	16	18
Coopération	4	—	3	32
Budgets familiaux, coût de la vie, logement	4	2	5	22
Agriculture	7	1	2	17
Migrations	4	1	2	13
Travail maritime	5	—	4	9
Travailleurs intellectuels .	—	—	3	5
Travailleurs indigènes . .	1	—	—	6

Annexe 5: Répartition des demandes de renseignements en 1927
par sujets et catégories d'utilisateurs

EVOLUTION DE LA COMPOSITION DE L'OIT DE 1919 à 1986

Etats membre originaires

Union sud-africaine

Argentine

Australie

Belgique

Bolivie

Brésil

Canada

Chili

Chine

Colombie

Cuba

Danemark

Espagne

France

Grande-Bretagne

Grèce

Guatemala

Haïti

Honduras

Inde

Iran

Japon

Liberia

Nicaragua

Norvège

Nouvelle-Zélande

Panama

Paraguay

Pays-Bas

Pérou

Pologne

Portugal

Roumanie

Salvador

Thaïlande

Suède

Suisse

Tchécoslovaquie

Uruguay

Vénézuéla

Yougoslavie

Année	Total	Admission ou réadmission	Perte de la qualité de membre
1919	44	Allemagne Autriche	—
1920	49	Bulgarie Costa Rica Finlande Luxembourg Albanie	—
1921	52	Estonie Lithuanie Lettonie	—
1922	53	Hongrie	—
1923	55	Irlande Ethiopie	—
1924	56	République dominicaine	—
1925	56	—	—
1926	56	—	—

Année	Total	Admission ou réadmission	Perte de la qualité de membre
1927	55	—	Costa Rica
1928	55	—	—
1929	55	—	—
1930	55	—	—
1931	56	Mexique	—
1932	58	Turquie Irak	—
1933	58	—	—
1934	62	Etats-Unis URSS Afghanistan Equateur	—
1935	61	—	Allemagne
1936	62	Egypte	—
1937	61	—	Paraguay
1938	57	—	Guatemala Nicaragua Honduras Autriche(*)
1939	53	—	Salvador Italie URSS (**) Ethiopie (***)
1940	52	—	Japon
1941	51	—	Espagne
1942	50	—	Roumanie
1943	51	Ethiopie (***)	—
1944	52	Costa Rica (réadmission)	—
1945	52	Guatemala (réadmission) Islande Italie (réadmission)	—
1946	52	—	Esthonie - Lettonie et Lithuanie (****)

(*) L'Autriche perdit sa qualité de membre à la suite de son absorption par l'Allemagne le 13 mars 1938.

(**) L'URSS perdit sa qualité de membre à la suite de son exclusion prononcée le 14 décembre 1939 par le Conseil de la SDN.

(***) A la suite de son annexion par l'Italie, l'Ethiopie fut rayée de la liste des Etats membres contribuant au budget commun SDN-OIT, de 1939 à 1942.

(****) L'annexion des trois pays baltes, effective depuis 1940, ne sera plus remise en cause.

Année	Total	Admission ou réadmission	Perte de la qualité de membre
1947	55	Autriche (réadmission), Pakistan, Syrie	—
1948	60	Birmanie, Salvador (réadmission), Liban, Philippines, Sri Lanka	—
1949	60	Israël	Yougoslavie
1950	62	Indonésie, Vietnam (Sud)	—
1951	65	RFA, Japon, Yougoslavie (réadmissions)	—
1952	66	Libye	—
1953	66	—	—
1954	69	URSS (réadmission), Ukraine, Biélorussie	—
1955	70	Honduras (réadmission)	—
1956	77	Espagne (réadmission) Jordanie, Maroc, Paraguay (réadmission), Roumanie (réadmission), Soudan, Tunisie	—
1957	79	Ghana, Malaisie, Nicaragua (réadmission)	Vénézuéla
1958	80	Vénézuéla (réadmission)	—
1959	81	Guinée	—
1960	97	Bénin, Cameroun, Rép. Centre-Africaine, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Nigeria, Sénégal, Somalie, Tchad, Togo, Zaïre	—
1961	101	Koweït, Mauritanie, Niger, Sierra Leone	—
1962	105	Algérie, Jamaïque, Rwanda, Tanzanie	—
1963	108	Burundi, Ouganda, Trinité et Tobago	—
1964	111	Kenya, Laos, Zambie	—
1965	115	Malawi, Malte, Singapour, Yemen	—
1966	117	Guyane, Lesotho, Nepal	Afrique du Sud
1967	117	Barbade	Albanie

Année	Total	Admission ou réadmission	Perte de la qualité de membre
1968	118	Mongolie	—
1969	121	Kampuchea, Maurice, Yemen démocratique	—
1970	121	—	—
1971	120	—	Lesotho
1972	123	Bangladesh, Emirats arabes unis, Qatar	—
1973	123	—	—
1974	125	Fidji, RDA	—
1975	126	Swaziland	—
1976	131	Angola, Arabie Saoudite, Bahamas, Mozambique, Papouasie-Nouvelle Guinée, Suriname	Vietnam du Sud (*****)
1977	133	Bahrein, Guinée Bissau, Seychelles	Etats-Unis
1978	137	Botswana, Comores, Djibouti, Namibie	—
1979	139	Cap Vert, Grenade	—
1980	144	Etats-Unis, Lesotho (réadmission) Sainte Lucie, Rep. soc. du Vietnam, Zimbabwe	—
1981	146	Belize, Guinée équatoriale	—
1982	150	Antigua, Dominique, Saint-Marin, Sao Tomé et Príncipe	—
1983	150	—	—
1984	151	Iles Salomon	—
1985	150	—	Vietnam

(*****) Le Vietnam du Sud perdit sa qualité de membre après sa fusion avec le Vietnam du Nord, en juillet 1976.

ETATS MEMBRES DE L'OIT AU 1^{ER} JUIN 1994 (171)

Afghanistan	Danemark	Kenya	Qatar
Afrique du Sud	Djibouti	Kirghizistan	Roumanie
Albanie	République dominicaine	Koweït	Royaume-Uni
Algérie	Dominique	République démocratique populaire lao	Russie, Fédération de
Allemagne	Egypte	Lesotho	Rwanda
Angola	El Salvador	Lettonie	Sainte-Lucie
Antigua-et-Barbuda	Emirats arabes unis	Liban	Saint-Marin
Arabie saoudite	Equateur	Libéria	Sao Tomé-et-Principe
Argentine	Erythrée	Libéria	Sénégal
Arménie	Espagne	Jamahiriya arabe libyenne	Seychelles
Australie	Estonie	Lituanie	Sierra Leone
Autriche	Etats-Unis	Luxembourg	Singapour
Azerbaïdjan	Ethiopie	Madagascar	Slovaquie
Bahamas	Ex-République yougoslave de Macédoine	Malaisie	Slovénie
Bahreïn	Fidji	Malawi	Somalie
Bangladesh	Finlande	Mali	Soudan
Barbade	France	Malte	Sri Lanka
Bélarus	Gabon	Maroc	Suède
Belgique	Géorgie	Maurice	Suisse
Belize	Ghana	Mauritanie	Suriname
Bénin	Grèce	Mexique	Swaziland
Bolivie	Grenade	Moldova, République de	République arabe syrienne
Bosnie-Herzégovine	Guatemala	Mongolie	Tadjikistan
Botswana	Guinée	Mozambique	Tanzanie, République- Unie de
Brésil	Guinée-Bissau	Myanmar	Tchad
Bulgarie	Guinée équatoriale	Namibie	République tchèque
Burkina Faso	Guyana	Népal	Thaïlande
Burundi	Haïti	Nicaragua	Togo
Cambodge	Honduras	Niger	Trinité-et-Tobago
Cameroun	Hongrie	Nigéria	Tunisie
Canada	Iles Salomon	Norvège	Turkménistan
Cap-Vert	Inde	Nouvelle-Zélande	Turquie
République centrafricaine	Indonésie	Oman	Ukraine
Chili	Iran, République islamique d'	Ouganda	Uruguay
Chine	Iraq	Ouzbékistan	Venezuela
Chypre	Irlande	Pakistan	Viet Nam
Colombie	Islande	Panama	Yémen
Comores	Israël	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Yougoslavie
Congo	Italie	Paraguay	Zaïre
Corée, République de	Jamaïque	Pays-Bas	Zambie
Costa Rica	Japon	Pérou	Zimbabwe
Côte d'Ivoire	Jordanie	Philippines	
Croatie	Kazakhstan	Pologne	
Cuba		Portugal	